Togo (Catégorie 2)

Le gouvernement du Togo ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes, mais il déploie des efforts importants dans ce sens. Il a pris davantage de mesures en comparaison avec la période visée par le rapport précédent ; le Togo est donc demeuré dans la Catégorie 2. Ces efforts ont consisté à identifier un nombre croissant de victimes et à enquêter sur davantage de personnes suspectées de traite ainsi que les poursuivre. Cependant, l'État n'a pas satisfait aux normes minimales dans plusieurs domaines clés. Les autorités ont condamné moins de trafiquants et les représentants gouvernementaux n'ont pas mis à jour le plan d'action national pour la douzième année consécutive. Le gouvernement n'a pas non plus finalisé son décret visant à créer un comité national de lutte contre la traite, malgré le soutien des agents de la force publique, des responsables judiciaires et des organisations de la société civile.

RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES :

Le Conseil des ministres devrait finaliser et adopter le décret visant à créer un comité national de lutte contre la traite des personnes, en vue d'améliorer la coordination gouvernementale. • Mettre à jour les manuels d'orientation des victimes pour y inclure des procédures opérationnelles normalisées d'identification des victimes et former le personnel des services répressifs et des tribunaux à ces procédures, afin d'augmenter le nombre de victimes identifiées et orientées vers des services de protection. • Dispenser une formation à la lutte contre la traite aux agents des forces de l'ordre et aux magistrats afin d'augmenter leur capacité à poursuivre efficacement les affaires de traite. • Adopter une législation relative à la traite comprenant des dispositions pour la protection des victimes et mettre en œuvre des mesures incitant celles-ci à participer à la procédure judiciaire, notamment des mesures de protection des témoins, ainsi que la fourniture d'un hébergement, de soins médicaux et de services psychosociaux. • Collaborer avec les ONG et les organisations internationales pour offrir davantage de services de protection à toutes les victimes de la traite. • Rédiger et mettre en œuvre un plan d'action national mis à jour qui prend en compte les victimes adultes et renforce la coordination avec les ONG, les pays voisins et les organisations régionales. • En collaboration avec les ONG et les organisations internationales, élaborer un

système de collecte de données et de gestion de l'information pour organiser les données en matière de répression et d'orientation des victimes.

POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement a maintenu ses efforts en matière de répression. Les articles 317 à 320 du code pénal criminalisent la traite à des fins sexuelles et le trafic de main-d'œuvre et prévoient des peines de 10 à 20 ans de prison et des amendes de 10 à 50 millions de francs CFA (17 180 à 85 910 dollars des États-Unis) pour les infractions impliquant une victime adulte et des peines de 20 à 30 ans de prison et des amendes de 20 à 50 millions de francs CFA (34 360 à 85 910 dollars des États-Unis) pour les infractions impliquant une victime mineure. Ces peines étaient suffisamment sévères et, pour ce qui est de la traite à des fins sexuelles, à la mesure de celles qui étaient imposées pour d'autres infractions graves, comme le viol.

Gérée par le ministère de la Justice, la cellule de lutte contre la traite a indiqué avoir enquêté sur 60 affaires impliquant 95 suspects en 2019, contre 62 suspects en 2018. Le ministère public a déclaré avoir poursuivi 54 suspects en 2019, contre 49 en 2018. Trois trafiquants ont été déclarés coupables par les autorités judiciaires pendant la période visée par le présent rapport, contre huit au cours de la période précédente ; les tribunaux ont condamné ces trois trafiquants à des peines de prison allant de 12 mois à 10 ans. Pendant la période visée par ce rapport, le gouvernement n'a pas déclaré avoir enquêté, poursuivi ou condamné des fonctionnaires complices de faits de traite, mais il est possible que la corruption judiciaire ait entravé certaines des enquêtes concernant ce type d'affaires. Les responsables judiciaires ont indiqué avoir statué sur certaines affaires de travail forcé des enfants en recourant à des procédures de médiation informelles.

L'État a continué à fournir des consignes écrites sur l'identification des victimes à ses agents de police et d'immigration par le biais de la formation de base qui leur est dispensée. Une unité de police urbaine a affirmé que le gouvernement avait dispensé une formation complète sur la traite des personnes à 10 des 30 agents de l'unité en question, au cours de la période visée, bien que le roulement fréquent du personnel ait fait obstacle au développement des connaissances en la matière de l'unité. En décembre 2019, l'État a finalisé son accord tripartite avec le Bénin et le Burkina Faso visant à synchroniser leurs mesures de répression en matière de traite transnationale, bien que les responsables judiciaires n'aient pas indiqué avoir

enquêté sur des affaires transfrontalières ou extradé des suspects en vertu de cet accord.

PROTECTION

Le gouvernement a renforcé ses efforts d'identification des victimes, mais n'a pas indiqué si les autorités avaient orienté et fourni des soins à toutes les victimes. En 2019, les responsables gouvernementaux ont déclaré avoir identifié 225 enfants (19 garçons et 206 filles) et 87 adultes (38 hommes et 49 femmes) comme victimes de la traite, contre 118 enfants et 86 adultes en 2018. Les responsables recouraient à des manuels datant de 2007 pour identifier les victimes et les orienter vers des services, en coordination des ONG ; toutefois, les manuels ne contenaient pas de procédures opérationnelles normalisées pour identifier les victimes parmi les populations à haut risque. D'après les ONG, les procédures gouvernementales d'identification et d'orientation des victimes étaient efficaces et les ministères de l'Action sociale, du Travail et de la Justice étaient des partenaires clés en matière de prévention, de protection et d'enquête, respectivement.

À Lomé, le ministère des Affaires sociales a continué de gérer la ligne d'appel d'urgence gratuite « Allo 10-11 », qui fonctionnait 16 heures par jour et sept jours par semaine ; les représentants gouvernementaux ont signalé que sur les 13 769 appels reçus sur cette ligne en 2019, 5 506 d'entre eux avaient fourni des renseignements essentiels ayant permis d'identifier 97 enfants victimes de traite (12 garçons et 85 filles). Le ministère des Affaires sociales a également équipé les 150 membres du réseau « Allo 10-11 » de téléphones portables afin d'améliorer la couverture nationale et il avait recours à un système d'orientation informel lorsque les interlocuteurs identifiaient des victimes potentielles. En 2018, les responsables ont indiqué que la ligne avait reçu environ 118 appels portant sur des faits de traite, ce qui a permis d'identifier un nombre inconnu de victimes. Le gouvernement n'a pas signalé avoir rapatrié des victimes en 2019, comparé aux 9 victimes de traite qui avaient été rapatriées en 2018.

La Direction générale de la protection de l'enfance a fourni des services psychosociaux et des soins de santé, en plus d'un hébergement, à 147 enfants victimes en 2019. Le ministère des Affaires sociales a continué de gérer le Centre de référence pour l'orientation et la prise en charge des enfants en situation difficile (CROPESDI). Situé à Lomé, le CROPESDI a pris en charge les victimes identifiées grâce à la ligne d'urgence « Allo 10-11 » et leur a fourni un hébergement, une assistance juridique ainsi que des services médicaux et sociaux,

avant de les transférer dans des centres de soins gérés par les ONG. Les représentants gouvernementaux n'ont pas indiqué combien de victimes avaient bénéficié des services de ces centres au cours de la période visée par ce rapport. D'après certaines informations, l'État offrait aux étrangers victimes de la traite le même accès aux centres que les victimes togolaises et il procédait à une évaluation des risques avant de rapatrier dans son pays d'origine toute victime potentielle. Le gouvernement ne disposait pas d'une procédure officielle visant à encourager les victimes à participer aux enquêtes et aux poursuites contre leurs trafiquants. Bien qu'aucun rapport n'ait indiqué que les autorités aient sanctionné des victimes de la traite pour les actes illicites que leurs trafiquants les obligeaient à commettre, il se pourrait que certaines victimes aient été arrêtées ou expulsées du territoire car les autorités ne disposaient pas de procédures d'identification normalisées et certains responsables judiciaires comprenaient mal la nature du phénomène.

PRÉVENTION

Le gouvernement a déployé des efforts mitigés en matière de prévention. Si sa campagne nationale de sensibilisation a touché davantage de personnes, l'État a cependant diminué les fonds qu'il lui consacrait, tandis que le manque de coordination générale au sein du gouvernement a continué à entraver ses efforts de lutte contre la traite. C'est par le biais du Comité national pour l'accueil et la réinsertion sociale des enfants victimes de la traite (CNARSEVT) que l'État a déployé ses efforts de lutte contre la traite des enfants et de diffusion d'informations, lequel comité s'est réuni régulièrement au cours de l'année. Le CNARSEVT a fait office de centre d'informations officiel en matière de traite sur le territoire togolais ; toutefois, les activités de collecte de données et de production de rapports sont restées faibles pendant la période visée par ce rapport. Le gouvernement a rédigé mais n'a pas finalisé un décret visant à créer un comité national de lutte contre la traite des personnes – une recommandation clé des ONG et des travailleurs sur le terrain pour atténuer les difficultés de coordination des instances togolaises – et n'a pas mis à jour son plan d'action national de lutte contre la traite depuis 2008.

Au cours de la période visée par ce rapport, le gouvernement a alloué sept millions de francs CFA (12 030 dollars des États-Unis) pour continuer sa campagne de sensibilisation nationale, tandis qu'il aurait accordé 174,6 millions de francs CFA (300 000 dollars des États-Unis) à la Direction générale de la protection de

l'enfance en 2018 pour le lancement de cette même campagne. Ciblants tant les zones urbaines que rurales, la campagne s'est déroulée sous la forme d'entretiens radio et d'affiches exposées dans les écoles, les bâtiments publics et les salles de réunion des chefs traditionnels. Les responsables gouvernementaux estiment que l'initiative a touché environ 30 000 citoyens pendant la période visée par ce rapport, dans les régions Maritime, de la Kara et des Savanes, d'où proviennent (ou transitent) de nombreuses victimes de la traite ; l'État a indiqué que la campagne avait touché environ 20 000 Togolais au cours de la période précédente. L'État a sélectionné le français, le kabyé et l'éwé comme langues de diffusion de sa campagne, à laquelle des parents, des organisations communautaires, des fonctionnaires et des chefs religieux ont participé. Par ailleurs, des responsables gouvernementaux ont collaboré avec leurs homologues béninois et ghanéens pour sensibiliser les communautés implantées sur le corridor Abidjan-Lagos. L'État a continué de recourir à un réseau de « comités de vigilance » dans les villages les plus peuplés du pays afin d'informer la population sur le phénomène de la traite et de signaler les cas aux autorités ; toutefois, l'efficacité de ces comités variait considérablement d'un endroit à l'autre.

De même que l'année précédente – et malgré les rapports indiquant que des recruteurs frauduleux participaient à l'exploitation des Togolais à l'étranger –, les autorités n'ont pas déclaré avoir enquêté sur des recruteurs de main-d'œuvre étrangère dans le cadre d'affaires de trafic. Les ministères du Travail et de l'Action sociale réglementaient les entreprises de recrutement de main-d'œuvre, mais la faiblesse des systèmes de gestion de l'information du gouvernement a entravé sa capacité à fournir des statistiques en matière de répression. L'État s'est efforcé de réduire la demande de travail forcé des enfants en continuant à s'associer avec des chefs religieux traditionnels pour éliminer l'exploitation dans les « apprentissages » religieux. Dans le cadre de ces « apprentissages », les parents confient leurs enfants à des fins d'éducation et d'emploi à des chefs religieux, lesquels contraignent les enfants à la servitude domestique ou à l'esclavage sexuel lorsque les parents ne peuvent pas payer les « frais d'apprentissage ». Avec la coordination des ONG, les pouvoirs publics ont délivré et distribué un nombre indéterminé de certificats de naissance ; les personnes ne disposant pas de documents d'identification étaient davantage vulnérables à la traite des personnes.

L'État n'a pas pris de mesures perceptibles pour réduire la demande des actes sexuels tarifés. Les responsables gouvernementaux ont dispensé une formation sur

la lutte contre la traite aux soldats togolais avant leur déploiement à l'étranger dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix. Le ministère des Affaires étrangères a fourni à ses diplomates un guide pour l'embauche du personnel de maison, mais n'a pas déclaré avoir dispensé de formation spécifique à la traite.

CARACTÉRISTIQUES DE LA TRAITE DES PERSONNES

Comme indiqué au cours des cinq dernières années, les trafiquants exploitent des ressortissants togolais et étrangers sur le territoire national, ainsi que des Togolais à l'étranger. Pendant la période visée par ce rapport, la frontière occidentale de la région des plateaux, qui offre un accès facile aux principales routes entre Lomé et Accra, au Ghana, est restée l'une des principales zones utilisées par les trafiquants pour transporter les victimes. Les ONG ont noté que le corridor Abidjan-Lagos restait une voie de passage importante en matière de traite des personnes – ainsi que de contrebande de marchandise illicite – pour les trafiquants qui utilisent le Togo comme pays de transit. Les acteurs de la société civile et les agents de la force publique ont fait remarquer que l'essor du pays en tant que centre économique et logistique régional a entraîné une augmentation correspondante des cas de traite et de contrebande. Certaines victimes togolaises de la traite sont exploitées par leurs familles ou par des personnes de confiance qui profitent du niveau élevé de pauvreté régnant dans tout le pays, principalement dans les régions Centrale et des Savanes. Les trafiquants forcent des enfants togolais à travailler dans le secteur agricole – notamment dans les plantations de café, de cacao et de coton – ainsi que dans les carrières de pierre et de sable, où enfants et adultes cassent les pierres à la main. Les observateurs ont indiqué que les réseaux de traite sont principalement actifs au niveau communautaire et organisés de manière peu rigoureuse par des acteurs locaux.

Des ONG et responsables gouvernementaux ont signalé que des enfants togolais étaient vendus sur certains marchés pour être livrés au commerce du sexe (« marchés aux petites filles » ou *devissime*), à Lomé et ailleurs dans le pays. Les trafiquants se rendent dans les zones rurales des régions du nord et du centre pour recruter les enfants dont les parents sont démunis, afin de les vendre sur ces marchés. Ces recruteurs frauduleux promettent un emploi lucratif aux enfants et versent une avance aux parents avant de transporter les mineurs à Lomé, où les trafiquants les contraignent au travail forcé en tant que domestiques, vendeurs

ambulants et porteurs, ou les exploitent à des fins sexuelles. Des hommes d'affaires togolais forcent certains garçons à travailler dans la construction, les chantiers de récupération et les mines, ou comme mécaniciens, souvent exposés à des machines dangereuses.

Au niveau transnational, les recruteurs frauduleux s'associent à des réseaux plus ou moins affiliés pour transporter les victimes vers le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Ghana et le Nigeria. Les trafiquants forcent les victimes à travailler dans les secteurs suivants : récolte du cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire, production de vin de palme dans les zones rurales du Nigeria, extraction d'or au Burkina Faso, service domestique dans les zones urbaines du Nigeria et traite à des fins sexuelles dans les bars et restaurants béninois et nigériens. Les trafiquants recrutent des enfants béninois et ghanéens et les emmènent au Togo pour les contraindre au travail forcé. Des réseaux illicites exploitent des jeunes Ghanéennes à des fins sexuelles au Togo. Chaque année, de septembre à avril, de nombreux adultes et enfants togolais à la recherche de perspectives économiques émigrent au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Niger, où ils risquent d'être exploités par des éléments criminels dans le cadre du travail forcé et de la traite à des fins sexuelles. Au Nigeria, des Nigériens forcent des Togolais à travailler dans l'agriculture et contraignent des Togolaises à la servitude domestique. Certaines agences de travail frauduleuses recrutent des femmes togolaises et ouest-africaines pour les employer au Koweït, au Liban, à Oman, au Qatar et en Arabie Saoudite, où de riches familles les exploitent comme domestiques ou à des fins sexuelles. Des représentants gouvernementaux ont fait remarquer que des touristes sexuels provenant du Liban, de la France et du Nigeria exploitaient des enfants au Togo.